

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2001 : déficit budgétaire de 1,1 milliard de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 1,149 milliard de dollars en janvier 2001, comparativement à un excédent de 811 millions en janvier 2000. De cette détérioration de 2,0 milliards de dollars d'une année sur l'autre du solde budgétaire, 1,4 milliard est attribuable à l'Allocation pour frais de chauffage.

D'avril 2000 à janvier 2001 : excédent budgétaire de 16,4 milliards de dollars

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire était estimé à 16,4 milliards de dollars, en hausse de 4,6 milliards par rapport à l'excédent de 11,8 milliards enregistré pendant la même période en 1999-2000.

Ces résultats demeurent conformes aux prévisions moyennes établies par le secteur privé à l'égard de l'excédent budgétaire de 2000-2001, tel qu'il est indiqué dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* du 18 octobre 2000. Pour le reste de l'exercice, l'excédent budgétaire cumulatif devrait continuer de baisser à mesure que l'incidence totale de diverses mesures stratégiques se fera sentir, notamment la réduction des taux de l'impôt sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, la hausse des seuils de revenu, le rétablissement de l'indexation intégrale du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers et le financement pour la technologie de communication et d'information en santé et la Fondation canadienne pour l'innovation. L'incidence nette de ces initiatives est estimée à au moins 3 milliards de dollars. De plus, les recettes d'impôt des sociétés pour le reste de l'exercice devraient être moins élevées en raison de facteurs chronologiques. Dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire*, on estimait l'excédent pour l'ensemble de l'année à 11,9 milliards de dollars. De cette somme, un montant minimum de 10 milliards était engagé à la réduction de la dette.

Janvier 2001 : résultats budgétaires

La détérioration de 2,0 milliards de dollars d'une année sur l'autre du solde budgétaire est attribuable en grande partie à des dépenses de programmes plus élevées, en hausse de 2,4 milliards. Cette augmentation résulte surtout du paiement de l'Allocation pour frais de chauffage et de questions de calendrier découlant des plans d'urgence de décembre 1999 en prévision du passage à l'an 2000, tel qu'il est indiqué dans *La revue financière* du mois dernier.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé de 2,6 %, ou 0,4 milliard de dollars. Parmi les principales composantes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,6 %, surtout en raison de la baisse des retenues mensuelles sur

le revenu d'emploi, conséquence des mesures d'allégement d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 2,1 %, traduisant la hausse des bénéficiaires des sociétés en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 6,8 %, surtout en raison du recouvrement d'un moins-perçu en janvier 2000. Sans ce recouvrement, les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi auraient diminué, reflet de la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2001 à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,40 \$ en 2000).



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 648	14 000	133 533	144 563
Dépenses de programmes	-9 288	-11 765	-87 365	-93 776
Solde de fonctionnement	4 360	2 235	46 168	50 787
Frais de la dette publique	-3 549	-3 384	-34 375	-34 408
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	811	-1 149	11 793	16 379
Opérations non budgétaires	2 609	4 259	-2 753	-5 570
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 420	3 110	9 040	10 809
Opérations de change	-6 099	-1 694	-6 407	-1 566
Solde financier net	-2 679	1 416	2 633	9 243
Variation nette des emprunts	-2 084	2 458	-2 688	-14 158
Variation nette de l'encaisse	-4 763	3 874	-55	-4 915
Encaisse à la fin de la période			9 170	8 039

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 10,4 %, résultat de la forte croissance des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) et des droits de douane à l'importation, surtout en raison du calendrier des paiements.
- Les recettes non fiscales ont chuté de 24,9 %, reflet du calendrier des paiements.

Au chapitre des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,4 milliard de dollars en raison du paiement de l'Allocation pour frais de chauffage. La hausse des paiements de prestations aux aînés a été neutralisée par la baisse des paiements de prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 13,9 % sous l'effet de la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 19,2 %, inversant la baisse de 11,0 % de décembre 2000. Tel qu'il est indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, les résultats de décembre 1999 et de janvier 2000 ont été modifiés par l'avancement de paiements dans le cadre de la planification d'urgence en prévision du bogue de l'an 2000.

La baisse des frais de la dette publique, d'une année sur l'autre, s'explique par des rajustements de calendrier.

D'avril 2000 à janvier 2001 : résultats budgétaires

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 16,4 milliards de dollars, en hausse de 4,6 milliards par rapport à l'excédent de 11,8 milliards enregistré pendant la même période en 1999-2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 11,0 milliards de dollars, ou 8,3 %. Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

Tableau 2

Recettes budgétaires

	janvier		variation	d'avril à janvier		variation
	2000	2001		1999-2000	2000-2001	
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 798	6 758	-0,6	66 663	70 897	6,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 608	1 642	2,1	15 748	19 153	21,6
Autres	589	655	11,2	2 762	3 002	8,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 995	9 055	0,7	85 173	93 052	9,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 347	1 439	6,8	14 659	15 024	2,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 088	2 340	12,1	19 742	21 455	8,7
Droits de douane à l'importation	108	219	102,8	1 871	2 293	22,6
Taxes de vente et d'accise	705	643	-8,8	6 888	6 954	1,0
Total des taxes et droits d'accise	2 901	3 202	10,4	28 501	30 702	7,7
Total des recettes fiscales	13 243	13 696	3,4	128 333	138 778	8,1
Recettes non fiscales	405	304	-24,9	5 200	5 785	11,3
Total des recettes budgétaires	13 648	14 000	2,6	133 533	144 563	8,3

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,2 milliards de dollars, soit 6,4 %, principalement en raison de la hausse des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, à cause d'une augmentation du nombre de salariés. En outre, l'augmentation de l'impôt versé à la date de production et la diminution des remboursements portant sur l'année d'imposition 1999 ont également contribué à cette augmentation d'une année sur l'autre. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 2000 ainsi que dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. Pendant le reste de l'exercice, la croissance de cette composante sera davantage réduite à mesure que sera ressentie l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 ainsi que dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 3,4 milliards de dollars, ou 21,6 %, reflet de l'augmentation de 23,4 % des bénéficiaires des sociétés observée en 2000. La croissance des recettes devrait toutefois baisser pendant le reste de l'exercice, compte tenu de la composition des bénéficiaires des sociétés et des acomptes provisionnels mensuels.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 2,5 %, la baisse des taux de cotisation pour 2000 et 2001 ayant été largement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et la croissance du nombre de personnes occupant un emploi et payant donc des cotisations.
- Les recettes au chapitre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 2,2 milliards de dollars, ou 7,7 %. Les recettes de TPS ont grimpé de 1,7 milliard, ou 8,7 %, conformément à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement progressé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une très légère hausse.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 11,3 %.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	janvier		variation	d'avril à janvier		
	2000	2001		1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 909	2 054	7,6	19 451	20 133	3,5
Prestations d'assurance-emploi	1 324	1 157	-12,6	9 204	8 775	-4,7
Allocation pour frais de chauffage		1 434			1 434	
Total	3 233	4 645	43,7	28 655	30 342	5,9
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	10 417	11 250	8,0
Transferts fiscaux	989	1 181	19,4	9 020	10 201	13,1
Fonds pour les appareils médicaux					1 000	
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-1 876	-2 055	9,5
Total	1 843	2 100	13,9	17 561	20 396	16,1
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	690	57	-91,7	1 220	440	-63,9
Affaires étrangères	160	149	-6,9	1 212	1 175	-3,1
Santé	43	105	144,2	861	925	7,4
Développement des ressources humaines	96	366	281,3	1 247	1 181	-5,3
Affaires indiennes et du Nord	161	206	28,0	3 270	3 473	6,2
Industrie et développement régional	77	87	13,0	1 136	1 100	-3,2
Anciens combattants	119	130	9,2	1 157	1 208	4,4
Autres	160	202	26,1	1 682	1 779	5,7
Total	1 506	1 302	-13,6	11 785	11 281	-4,3
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	20	65	225,0	730	843	15,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 495	1 520	1,7
Autres	70	82	17,1	875	1 221	39,5
Total	240	297	23,8	3 100	3 584	15,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	740	1 004	35,7	8 643	8 652	0,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 726	2 417	40,0	17 621	19 521	10,8
Total	2 466	3 421	38,7	26 264	28 173	7,3
Total des dépenses directes de programmes	4 212	5 020	19,2	41 149	43 038	4,6
Total des dépenses de programmes	9 288	11 765	26,7	87 365	93 776	7,3
Frais de la dette publique	3 549	3 384	-4,6	34 375	34 408	0,1
Total des dépenses budgétaires	12 837	15 149	18,0	121 740	128 184	5,3
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 582	8 047	22,3	58 001	62 019	6,9

D'avril 2000 à janvier 2001, les dépenses de programmes ont augmenté de 6,4 milliards de dollars, ou 7,3 %, comparativement à la même période en 1999-2000. Toutes les principales composantes ont été touchées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 5,9 % en raison du paiement de l'Allocation pour frais de chauffage et de la hausse des paiements de prestations aux aînés. Cette dernière composante fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs, atténuée par l'incidence de l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 16,1 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation, ainsi que du paiement de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour des appareils médicaux neufs, conséquence de l'accord conclu par les premiers ministres pour le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure énoncée dans le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 4,6 %. Cette composante englobe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des

paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de 2000.

Les frais de la dette publique ont très légèrement augmenté, la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêts ayant largement compensé la baisse de l'encours de cette dette.

Ressources financières de 10,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2000 à janvier 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,6 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 2000-2001, comparativement à des besoins de 2,8 milliards à la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable en partie aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants, ainsi qu'à l'investissement sur le marché des cotisations actuelles aux caisses de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 16,4 milliards de dollars et des besoins nets de 5,6 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 10,8 milliards d'avril 2000 à janvier 2001, comparativement à des ressources financières de 9,0 milliards pour la même période en 1999-2000.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	811	-1 149	11 793	16 379
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	86	53	393	401
Autres	41	-43	-63	-885
Total	127	10	330	-484
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-482	-352	-471	-876
Comptes de pension de retraite	504	17	4 206	1 571
Autres	-24	17	-130	-31
Total	-2	-318	3 605	664
Autres opérations	2 484	4 567	-6 688	-5 750
Total des opérations non budgétaires	2 609	4 259	-2 753	-5 570
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 420	3 110	9 040	10 809
Opérations de change	-6 099	-1 694	-6 407	-1 566
Solde financier net	-2 679	1 416	2 633	9 243

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Solde financier net	-2 679	1 416	2 633	9 243
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	8	1 500	6 957	9 819
Obligations d'épargne du Canada	-4	136	-684	-1 067
Bons du Trésor	-1 950	900	-5 450	-20 250
Autres	50	34	-285	-62
Total	-1 896	2 570	538	-11 560
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	2 527	-2 202
Billets et prêts		-580		-580
Bons du Canada	-180	468	-5 489	220
Billets du Canada	-8		-264	-36
Total	-188	-112	-3 226	-2 598
Variation nette des emprunts	-2 084	2 458	-2 688	-14 158
Variation de l'encaisse	-4 763	3 874	-55	-4 915

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 janvier 2000	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	31 250	-9 498
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 917	1 571
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 341	-876
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 932	-31
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	142 190	664
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	303 746	9 819
Bons du Trésor	99 850	79 600	-20 250
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 422	-1 067
Obligations non négociables et billets	3 552	3 490	-62
Total partiel	423 818	412 258	-11 560
Payable en devises	32 588	29 992	-2 596
Total de la dette non échue	456 406	442 250	-14 156
Total de la dette portant intérêt	597 932	584 440	-13 492
Total du passif	638 680	615 690	-22 990
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	10 203	-8 661
Comptes d'opérations de change	41 494	43 060	1 566
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 280	484
Total de l'actif	74 154	67 543	-6 611
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	548 147	-16 379

Ressources financières nettes de 9,2 milliards de dollars d'avril 2000 à janvier 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les 10 premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des besoins nets de 1,6 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 6,4 milliards pour la même période en 1999-2000.

Avec un excédent budgétaire de 16,4 milliards de dollars, des besoins nets de 5,6 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,6 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 9,2 milliards pour la période d'avril 2000 à janvier 2001, comparativement à des ressources nettes de 2,6 milliards pendant la même période en 1999-2000.

Chute de 14,2 milliards de dollars des emprunts nets d'avril 2000 à janvier 2001

En vertu de ces ressources financières, jumelées à une réduction de 4,9 milliards de dollars des soldes de l'encaisse, la dette du gouvernement détenue sur les marchés avait diminué de 14,2 milliards à la fin de janvier 2001. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de janvier 2001, l'encaisse s'établissait à 8,0 milliards de dollars.

